

MIGRANT, C'EST MON CHOIX

Dans une déclaration devant le Sénat, Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur, a reproché à certains migrants de choisir leur pays de destination en fonction des avantages et des droits qu'ils y trouveront : « *Les migrants aussi font un peu de benchmarking pour regarder les législations à travers l'Europe qui sont, on va dire, les plus fragiles. Telle nationalité, que je ne citerai pas, se dirige plutôt vers tel pays, non pas parce qu'elle est plus francophile, mais tout simplement parce qu'elle juge que là, c'est plus facile.* »

Mais qu'y a-t-il de choquant à ça ? Tout le monde fait ça. Google choisit le pays le plus avantageux fiscalement pour installer son siège et payer le moins d'impôts. Des chanteurs de variété se font domicilier en Patagonie et des patrons créent des sociétés-écrans dans les paradis fiscaux pour les mêmes raisons. Curieusement, il n'y a qu'aux migrants qu'on fait le procès de choisir ce qu'il y a de meilleur pour eux. Ils ne cherchent pas à arnaquer le fisc, mais seulement à avoir la garantie que, là où ils migrent, ils bénéficieront d'un minimum de protection sociale et juridique, que leur pays d'origine ne leur donnait pas. Choisir sa destination pour ne plus être traité comme un chien serait donc plus grave que la choisir pour profiter d'une législation fiscale qui vous fera gagner des millions d'euros. La protection des biens passe une fois de plus avant la protection des personnes.

Qu'est-ce que les migrants devraient faire pour ne pas être désignés du doigt comme des coupables ? Ils devraient se résigner à suivre leur destin comme les branches emportées par le cours de la rivière. Un migrant qui se contente d'être un bout de bois à la surface de l'eau est un bon migrant. Mais les pauvres ont parfois envie d'être autre chose que des brindilles dans le vent. Leurs exigences sont d'une grande banalité, à des années-lumière de celles des chanteurs à la mode et des géants d'Internet, qui sont

**Penser est
déjà suspect.
Survis, tais-toi et
ne réclame rien**

prêts à payer des bataillons d'avocats pour trouver la faille juridique qui leur permettra d'échapper au fisc et de gagner encore plus de fric. Pour un migrant, penser est déjà suspect. Et réfléchir à défendre ses intérêts, presque un crime. Survis, tais-toi et ne réclame rien.

Une étude de l'OMS vient de montrer que l'espérance de vie des Américains est passée légèrement en dessous de celle des Chinois. La dégradation du système de santé et surtout l'explosion du nombre de morts par overdose ont ramené la première puissance du monde presque au même niveau que la Chine. Alors pourquoi les migrants mexicains s'obstinent-ils à vouloir vivre aux États-Unis plutôt qu'en Chine ? Parce que c'est moins loin, mais aussi parce qu'on y trouve un truc pas encore très développé en Chine : les droits de l'homme. En Europe aussi. Les multinationales font de l'optimisation fiscale, pourquoi les migrants devraient-ils être coupables de faire de l'optimisation de leurs droits de l'homme ?

Alors qu'ils flottent sur leurs bateaux en plastique, juste au-dessus de milliers d'ossements humains au fond de la Méditerranée, les migrants qui espèrent vivre en France ou en Italie plutôt que de mourir en Libye raisonnent sans le savoir comme beaucoup d'hommes politiques européens. Est-il plus avantageux pour ma carrière politique de débarquer dans un parti de droite ou dans un parti de gauche ? Pour les hommes politiques, il est même permis, quand l'air du temps évolue, de changer de camp et de retourner sa veste. On commence à gauche et on finit à droite. Ou l'inverse, en fonction des opportunités. Mais ces migrants de la politique, qui choisissent le parti le plus favorable à leurs ambitions politiciennes, ne prennent pas beaucoup de risques. S'ils se trompent, ils subiront au pire une traversée du désert de quelques années, et on les verra réapparaître comme une bouteille qui remonte à la surface après un naufrage. Pas les migrants. Eux restent toujours au fond. ■